



Face à la colère légitime qui s'exprime aujourd'hui partout dans notre pays, le gouvernement s'engage dans une escalade des plus dangereuses en assumant son refus de répondre aux revendications, en confirmant l'ensemble des contre-réformes à venir (retraites par point, assurance chômage...) et en s'enfermant dans une dérive autoritaire et répressive, tant sur le plan policier que judiciaire.

La CGT 72 et la FSU 72 s'indignent et condamnent fermement l'attitude du gouvernement qui répond par une violente répression policière aux revendications qui continuent de s'exprimer dans tout le pays.

De ce point de vue, les mesures annoncées par le Premier Ministre début janvier sont inacceptables : la stratégie de la radicalisation portée par le gouvernement ouvre une situation lourde de dangers pour les libertés démocratiques, en particulier pour la liberté de manifester qui ne saurait être restreinte, sous quelque prétexte que ce soit.

La CGT 72 et la FSU 72 considèrent que « le grand débat national » avancé par l'exécutif comme la réponse démocratique à la crise actuelle n'a en réalité qu'un seul objectif : le légitimer afin de l'aider à poursuivre sa politique de casse sociale. En introduisant la question des quotas, il tente de déplacer le débat sur les migrants en en faisant des boucs émissaires, en reprenant les thèses nauséabondes de l'extrême droite. C'est pourquoi elles se refusent à participer à toute réunion nationale. Elles organiseront le débat sur l'ensemble du territoire en appui des luttes qui se développent.

L'heure est à la mobilisation interprofessionnelle pour obliger le gouvernement et le patronat à répondre à l'urgence sociale.

- **Arrêt de la répression policière et judiciaire**
- **Hausse immédiate du SMIC à 1800 euros brut**
- **Augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux.**
- **Revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires**
- **Réindexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie**
- **Maintien et développement de tous les services publics sur tous les territoires**
- **Retour à la retraite à 60 ans et abandon du projet de retraite par points**
- **Abandon de toutes les réformes concernant les lycéen-nes et les étudiant-es, dont l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant-es étranger-es hors UE**
- **Abrogation des réformes qui détricotent le droit au travail et la protection des salarié-es (Lois Rebsamen, El Khomri, ordonnances Macron)**

La CGT et la FSU de la Sarthe appellent les salarié-es les retraité-es, les privé-es d'emploi à se réunir et à décider des actions nécessaires pour obtenir satisfaction sur les revendications, y compris par la grève, pour plus plus de justice sociale et fiscale.